



# Rapport d'activités

# 2014

## des services de l'Etat en Savoie





# E Edito



Nouvelle carte de l'intercommunalité, élections municipales et intercommunales, nouveau découpage cantonal, et bientôt nouvelle carte des régions et nouvelle organisation territoriale de la République : 2014 a été marquée par un mouvement inédit de renouvellement de nos institutions. Les services de l'Etat, placés au coeur de ces évolutions en poursuivant leurs propres démarches de modernisation, se sont mobilisés pour mettre en oeuvre, sans faiblir, leurs missions essentielles : garantir la sécurité, mettre en oeuvre la solidarité, favoriser la compétitivité.

Dans l'exercice quotidien de leurs missions - que ce document ne peut résumer - les agents de l'Etat, par leur engagement, leur professionnalisme, portent l'action publique en tous points du département. Accueillir un usager, organiser l'hébergement des plus démunis, instruire un dossier d'aménagement ou de logement social, effectuer un secours en montagne, procéder à un contrôle routier, certifier un abattoir : quelle que soit la mission, c'est la même exigence. Avec les élus, avec les agents des autres fonctions publiques, avec leurs partenaires, les agents de l'Etat font vivre, chaque jour, sur tout notre territoire, les valeurs de la République : qu'ils en soient remerciés.

Eric JALON  
Préfet de la Savoie



# Sommaire

**Sécurité p.7**

**2014 en images p.12**

**Compétitivité p.13**

**Solidarité p.18**

**Interlocuteurs p.22**



# Plus de Sécurité

## La Zone de sécurité prioritaire porte ses fruits

La mobilisation des forces de l'ordre a entraîné une baisse des faits de délinquance sur les ZSP de Chambéry en 2014 : baisse des dégradations (-13%), baisse des infractions liées à l'usage de stupéfiants (-74%), baisse du nombre de vols de véhicules volés (-26,7%).



Visite de patrouilles de police dans la ZSP de Chambéry.

## Les «experts» sont en Savoie

L'action menée par la direction départementale de la police aux frontières en 2014 se caractérise par l'interpellation de 549 fraudeurs et la découverte de 873 faux documents.

Trait marquant de cette année, le désintérêt des fraudeurs pour les faux documents d'identité officiels, dont l'interception est en baisse de 15,2%, au profit des faux documents concernant la circulation des véhicules (+36,8%).

Dans le domaine de la lutte contre les grands trafics, les services douaniers de Savoie ont saisi des quantités importantes de stupéfiants, notamment à proximité du tunnel du Fréjus (par exemple : 80 kg de cannabis en mai, 70 kg de cannabis et 16 kg de cocaïne en novembre) et intercepté des flux financiers illicites souvent liés au blanchiment (1,1 millions d'euros saisis sur l'A43 en mars ou encore 1,8 millions d'euros saisis à Modane en avril).

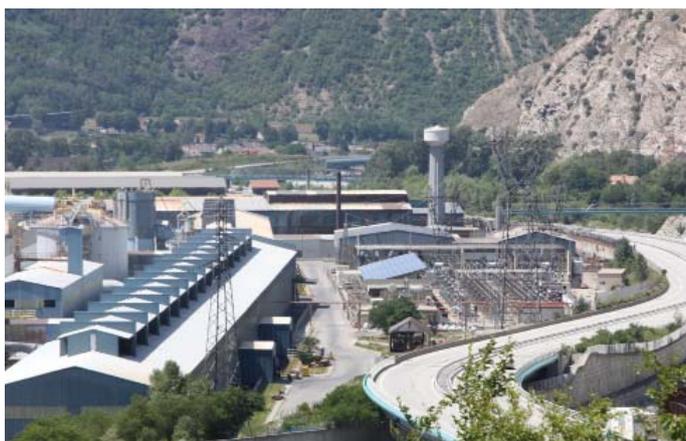
## Un travail toujours renforcé pour la maîtrise des risques industriels

L'unité territoriale de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) a avancé en 2014 les plans de prévention des risques technologiques (PPRT)

Trois PPRT ont été approuvés : MSSA à Saint-Marcel, Total Gaz à Frontenex et Arkema à La Chambre. Depuis juin 2014, tous les PPRT du département sont approuvés.

Parallèlement, la concertation avec les co-financeurs s'est poursuivie pour aboutir à la signature de conventions de financement des mesures foncières prévues par les PPRT de Lanxess à Epierre, MSSA à Saint-Marcel, Total Gaz à Frontenex et Arkema à La Chambre.

Ce même type de démarche a été opéré pour les plans de prévention des risques miniers, signés pour celui de La Plagne et des Chapelles.



Les services de l'Etat, partenaires des acteurs économiques.

## La mortalité routière en baisse

Après une année 2012 maquée par 40 morts, le département de la Savoie poursuit la baisse du nombre d'accidents mortels engagée en 2013. Le nombre de tués a atteint son chiffre le plus bas depuis la création de l'observatoire départemental, passant de 22 en 2013 à 18 en 2014. Même baisse constatée concernant le nombre d'accidents : 123 en 2014, contre 158 en 2013. Ce résultat est le fruit d'un travail au quotidien des différents acteurs de la sécurité routière (forces de l'ordre, collectivités et associations). Ils ont conduit des actions de sensibilisation et d'information de la population lors d'événements, de manifestations au sein des entreprises et des établissements scolaires, sur la thématique de la sécurité routière dans le but de faire changer durablement les comportements. Des exemples d'actions menées en ce sens : une convention avec le Département, un partenariat entre la préfecture et le Chambéry Savoie Handball pour promouvoir les messages de prévention routière, ou encore les opérations « Cols Cool » menées pour la cinquième année consécutive sur les grands cols de Savoie prisés par le grand public durant la période estivale.

Parallèlement, dans le cadre réglementaire, le bureau de la sécurité routière a mené des analyses sur le réseau routier et sur les causes d'accidents contribuant ainsi à l'amélioration des conditions de circulation.

## La protection civile à rude épreuve

Pour faire face aux événements et gérer les risques associés, le service interministériel de défense et de protection civile (SIDPC) de la préfecture est mobilisé toute l'année, 24h/24. En 2014, le service s'est attaché à être au cœur de ses missions : anticiper et prévenir.

Les aléas climatiques n'auront pas épargné la Savoie en 2014 : épisodes neigeux de fin d'année, éboulements dans le Val d'Arly et coulée boueuse à Modane à l'été... D'autres événements ont nécessité la coordination des services de l'Etat (déclenchement du plan spéléo de secours à Arith en mai, pollution de l'Arc au mois de novembre). Sans oublier les épisodes de pollution atmosphérique : vingt-trois jours en 2014.

Les nombreux retours d'expérience conduits par le SIDPC ont permis d'améliorer les dispositifs de réponse à ces crises de sécurité civile, notamment par la révision du plan d'hébergement d'urgence et le renforcement des actions de communication pour la gestion de la circulation hivernale.

### 27 décembre 2014

Le 27 décembre 2014, la concomitance d'un très fort trafic et d'un épisode neigeux a nécessité le déclenchement du plan d'hébergement d'urgence, permettant, grâce à la mobilisation de tous, la mise à l'abri de 15 000 personnes. Les retours d'expérience organisés sur tout le territoire permettront de renforcer le dispositif en termes d'information et de coordination.

Une mission d'inspection diligentée par les ministères de l'Intérieur et des Transports, relative aux équipements des automobilistes (chaînes, pneus neige), rendra ses conclusions à l'été 2015.



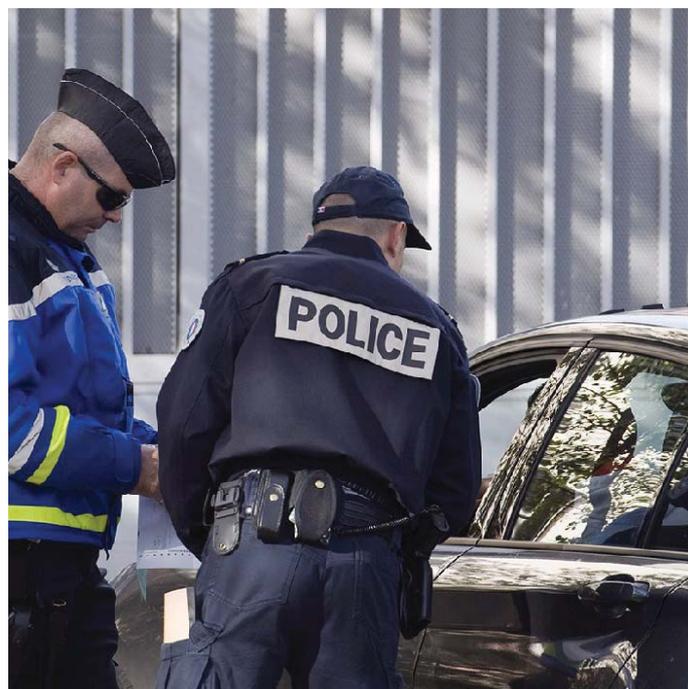
Démonstration de l'hélicoptère Dragon 74, à l'occasion du 20<sup>ème</sup> anniversaire de la base de sécurité civile de Courchevel.

## Toujours renforcer la prévention

En matière de prévention de la délinquance, la coopération interservices et la mobilisation de tous les acteurs a permis la mise en place de dispositifs modernes et efficaces: alertes SMS pour la sécurité et l'information des commerçants du département (projet mené avec la CCI), coopération de lutte contre les vols de cuivre et autres matériaux avec ERDF, lutte contre les vols sur les exploitations agricoles avec la Chambre d'agriculture de la Savoie et les syndicats représentatifs de la profession, dispositif de «participation citoyenne» avec la commune de La Motte-Servolex, activation à l'année du dispositif Opération Tranquillité Vacances...

2014 a été également l'année du déploiement du plan de lutte contre la radicalisation violente et des filières terroristes adopté par le gouvernement, renforcé depuis les attentats commis en région parisienne en janvier 2015.

Ce plan fait l'objet d'une déclinaison départementale mise en œuvre depuis le printemps 2014, poursuivie et développée en 2015. La prévention de la radicalisation en Savoie est axée autour de plusieurs objectifs: repérage, accompagnement, prévention (des professionnels mais également tout public).



Contrôles coordonnées police-gendarmerie pour mieux prévenir.

### ET AUSSI

Une meilleure coordination contre les cambriolages

Le plan départemental de lutte contre les cambriolages comprend notamment un renforcement de la coordination inter-services et la création de l'unité judiciaire départementale et du groupe d'enquêtes relatif à la lutte contre les cambriolages par la gendarmerie nationale, travaillant en lien avec la brigade de recherche et les brigades territoriales.

## REPERES

**18 762** interventions en montagne par les services de secours, dont 772 par hélicoptère. En complément, 350 interventions estivales, liées au développement des activités sportives (alpinisme, canyoning, escalade, via ferrata, randonnées, VTT...)

**142** communes ont terminé leur plan communal de sauvegarde, soit 71,72% des communes du département soumises à cette obligation. 41 l'ont débuté, 15 ne l'ont pas commencé.

**5572** étrangers en situation irrégulière interpellés par la direction départementale de la police aux frontières (+22,46 %). 255 trafiquants de migrants interpellés dont 220 passeurs (+9,44%). 5 filières d'immigration clandestine démantelées.

**4,1** millions d'euros interceptés au titre de flux financiers illicites par les services des douanes.

**45** centres de contrôle de véhicules légers et 3 centres de contrôles de véhicules lourds par la DREAL.

**103 016** euros investis en matière de vidéoprotection pour 7 communes et 71 caméras. Au total, 1517 caméras installées dans le département.

# 2014 en images



Le 13 avril, pour la première édition de son partenariat avec le Chambéry Savoie handball, la sécurité routière parraine la rencontre entre Chambéry - Aix en Provence. Plus de 700 spectateurs participent à l'événement.



Le 20 juin, les services de l'Etat organisent un colloque «Les Emplois d'avenir, deux ans après». L'occasion de tirer un premier bilan de ce dispositif ayant bénéficié à 574 jeunes savoyards.



Le 6 juillet, la Savoie commémore les 70 ans des combats des Chapieux. Une grande foule se rassemble en Haute-Tarentaise pour honorer le combat des Résistants.



Les 10 et 11 octobre, cinq ministres, dont Manuel Valls, Premier ministre, se rendent à Chambéry pour le congrès de l'ANEM.



Le 17 novembre signe la fin des travaux du percement de la galerie de sécurité du tunnel du Fréjus. Un signe fort pour l'amélioration de la sécurité dans les ouvrages frontaliers.



Le 18 décembre, c'est l'heure du rebond à Saint-Alban Laysse. L'Etat et Chambéry métropole annoncent l'arrivée d'entreprises sur l'ancien site industriel de Camiva.

# Plus de Compétitivité

## L'Etat soutient la compétitivité des entreprises

L'emploi, et notamment celui des jeunes, est la priorité du Gouvernement. Cette priorité mobilise les services de l'Etat concernés, à travers des dispositifs ou des outils législatifs, mais doit également être soutenue et visible pour relancer la confiance. Ainsi, par exemple, dans le domaine de l'action économique en faveur des entreprises, la direction régionale des douanes de Chambéry a, en 2014, poursuivi son activité de soutien aux entreprises locales commerçant à l'international. Le 18 juillet 2014, le directeur des douanes, en présence du préfet et du directeur de l'agence économique de Savoie, a remis le certificat d'opérateur économique agréé (OEA) à la société Ugitech, premier employeur privé du département et leader mondial des produits longs en acier inoxydables et alliages. Ce label de confiance est un véritable passeport international et permet aux opérateurs de bénéficier sur la scène internationale d'avantages importants, notamment un allègement des formalités.



Le 18 juillet 2014, l'entreprise Ugitech présente le label OEA (Opérateur économique agréé), décerné par les douanes. Première entreprise en Savoie à en bénéficier, il s'agit de simplifier les démarches et les procédures douanières.

## **Lyon-Turin ferroviaire : un projet européen qui bénéficiera à tous**

Alors que le Lyon-Turin ferroviaire est désormais en marche les services de l'Etat se mobilisent avec leurs partenaires pour que ce chantier à la dimension européenne bénéficie pleinement aux territoires sur lesquels il s'inscrit.

Un large plan partenarial a été développé dans le cadre de la démarche Grand Chantier qui réunit l'Etat, le Département et la Région. En Maurienne, cette démarche déjà très active, continuera à monter en puissance. Elle consiste à accompagner le chantier pour satisfaire au mieux ses besoins de main d'œuvre, d'hébergement, de services, et engager le territoire à s'approprier le projet et à en saisir toutes les opportunités. Un plan d'accompagnement de la Maurienne pour la période 2015-2020 a ainsi pu être élaboré en partenariat avec la Région, le Département et le syndicat du pays de Maurienne. Il sera concrétisé dans le cadre du CPER.

Dans les secteurs concernés par les accès français, les travaux de la commission de concertation interdépartementale sur les enjeux fonciers permettent de répondre progressivement aux questions liées aux activités agricoles et sylvicoles.



Entrée de la galerie de reconnaissance de Saint-Martin la Porte. Le Lyon-Turin est en marche !

## **L'Etat poursuit ses réorganisations pour mieux servir les usagers**

Au-delà de leur action économique, les services de l'Etat répondent aux enjeux nationaux en se réorganisant et en développant de nouveaux services, plus proches de l'utilisateur. Au sein de la direction de la réglementation et des services aux usagers en préfecture, par exemple, la centralisation de la délivrance des titres, permis de conduire ou cartes grises, à Chambéry s'est effectuée selon un calendrier rythmé. Ces transferts s'inscrivent dans le cadre de réaffectations d'attributions opérées entre la préfecture et les deux sous-préfectures (ainsi, de l'instruction des demandes d'autorisation et des déclarations de manifestations sportives confiées à la sous-préfecture d'Albertville, ou l'instruction des demandes de passeports transférée à la plateforme régionale de Saint-Etienne...). Ces transferts entrent dans le cadre d'un plan de réorganisation des missions au sein de la préfecture et des sous-préfectures débuté en 2014 et qui se poursuivra en 2015.

La préfecture a obtenu le label ministériel Qualipref 2 le 14 octobre 2014. La démarche «qualité» se tourne désormais vers l'objectif de l'administration numérique en s'appuyant sur le site internet des services de l'Etat, qui développe désormais des prises de rendez-vous en ligne, des envois de convocation par SMS, en complément de la présence des services sur les réseaux sociaux.

En 2015, ce processus se poursuivra par un audit de labellisation validant les engagements du nouveau référentiel Qualipref 2.0 pour la préfecture, avec le déploiement d'un module supplémentaire concernant les relations avec les collectivités territoriales. Autre démarche numérique pour les particuliers, la promotion de la télédéclaration d'impôt sur le revenu par la direction départementale des finances publiques. Dans les faits, le nombre de télédéclarants est passé de 82 332 en 2013 à 89 780 en 2014, soit une progression de 9%. Ce dispositif permet dorénavant à la majorité des contribuables de remplir leurs obligations en leur laissant une plage calendaire étendue pour réaliser leur déclaration dans un espace en ligne simple d'utilisation et sécurisé.

Enfin en matière d'environnement, l'expérimentation autorisation unique pour les projets soumis à la loi sur l'eau est entrée en vigueur le 16 juin 2014. Volontaire et impliquée dans la mise en œuvre de cette expérimentation, la DDT de la Savoie a largement communiqué auprès des élus et porteurs de projets pour présenter et expliquer la démarche. L'intégration de plusieurs procédures (autorisation loi sur l'eau, défrichage, dérogations espèces protégées,...) au sein d'une seule s'inscrit dans un processus plus général de simplification des procédures environnementales et de lisibilité de l'action de l'Etat sans diminuer le niveau de protection nécessaire.

## **MAIS AUSSI**

### **La démarche Savoie 2040 : identifier les enjeux d'avenir**

Dans le cadre de l'exercice de prospective participative Savoie 2040 (engagé en 2013 avec les acteurs territoriaux), l'année 2014 a été consacrée à la construction du diagnostic prospectif. Il servira de base à la construction des scénarios dans la suite de l'exercice conduite en 2015.

### **La Savoie soutient l'emploi des jeunes**

Le 20 juin 2014, un colloque départemental a été organisé sur le site de Jacob de Bellecombette de l'université de Savoie. «Les emplois d'avenir en Savoie, deux ans après», a permis de faire un point sur ce dispositif où le département se classe parmi les territoires les plus actifs de la région Rhône-Alpes. Tous les jeunes recrutés en emploi d'avenir depuis le début de la mesure ainsi que leurs employeurs y étaient invités. Cette rencontre, a été l'occasion de dresser un bilan chiffré et qualitatif sur cette mesure-phare pour l'emploi des jeunes et tracer des perspectives d'avenir.

### **1<sup>er</sup> janvier 2014 : une nouvelle carte de l'intercommunalité**

Avant la mise en œuvre du schéma départemental de coopération intercommunale (SDCI), le département de la Savoie comptait 32 communes isolées (non encore rattachées à une intercommunalité). Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014, le territoire est intégralement couvert par des intercommunalités à fiscalité propre, mises en place dans le cadre de la loi de Réforme des collectivités territoriales (RCT) du 16 décembre 2010 et du schéma départemental de la coopération intercommunale, arrêté le 22 décembre 2011.

Au 31 décembre 2014, la Savoie compte 144 EPCI (Etablissement public de coopération intercommunale) dont 25 à fiscalité propre, soit deux communautés d'agglomération et vingt-trois communautés de communes.

Avec le dépôt du projet de loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe), le gouvernement a affiché sa volonté de franchir une nouvelle étape, par le biais d'une nouvelle génération de schémas. Les nouvelles intercommunalités qui seraient prévues par ces schémas entreraient en vigueur en 2017.

## REPERES

**1770** interventions de l'inspection du travail, en entreprises ou sur chantiers.

**263** entreprises contrôlées dans les différents secteurs d'activité par la direction départementale de la police aux frontières. 41 contrôles multi-partenariaux ont menés dans le cadre du CODAF de la Savoie.

**2378** contrats aidés conclus (soit un engagement financier de l'Etat de 7 116 000 euros), dont 574 emplois d'avenir.

**66 776** personnes accueillies en préfecture, soit 8% d'augmentation

**19 550** permis de conduire émis (+20% par rapport à 2013)

**4 765 309** euros de DETR (dotation d'équipement des territoires ruraux) mobilisés pour subventionner 68 projets, représentant plus de 31 millions d'euros d'investissement et 364 532 708 euros de dotations ont été versés aux collectivités.

**349** logements aidés dans le parc privé par la DDT pour répondre aux enjeux de précarité énergétique.

**936** dossiers présentés à la sous commission départementale accessibilité et 159 dérogations octroyées.

**39** dossiers d'autorisation loi sur l'eau instruits et autorisés et 143 dossiers de déclarations.

**32** millions d'euros d'aides versées au titre de l'année 2014 en soutien à l'activité agricole et rurale.

**5976** entreprises bénéficiaires du CICE, pour un montant global de 37 millions d'euros.

**104 023** déclarations en ligne effectuées par les particuliers.

# Plus de Solidarité

## Accueillir, orienter, héberger les publics fragiles

Le service Solidarité, Egalité et Insertion sociale de la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations a renforcé son action en faveur des publics démunis.

Il a conduit et piloté, en lien avec les institutions, les collectivités et les associations deux dispositifs départementaux fondamentaux : le plan départemental d'actions en faveur du logement des personnes défavorisées (PDALPD) et la mise en service du SIAO (service intégré d'accueil et d'orientation) de la Savoie. Ces outils se sont concrétisés par la création d'un contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens entre l'Etat et l'opérateur départemental du SIAO. Enfin, c'est ce même service qui pilote chaque hiver le plan hivernal destiné à mettre à l'abri les personnes les plus démunies. Durant la saison, en lien avec l'association La Sasson, prestataire du plan froid en Savoie, 1422 personnes ont été accueillies entre le 1<sup>er</sup> novembre 2013 et le 31 mars 2014, dans les centres adaptés.

## Aider les personnes à mobilité réduite

La direction départementale des territoires (DDT) a porté au cours de l'année 2014 le chantier de l'amélioration de l'accessibilité du cadre bâti aux personnes à mobilité réduite. Cela s'est traduit par la préparation à la mise en place des nouvelles dispositions permettant de poursuivre la mise en accessibilité des établissements recevant du public (ERP) au-delà de 2014 et la mise en place du dispositif particulier pour la mise en accessibilité du patrimoine de l'État.



Le bâtiment de la DRSU, en préfecture, est l'exemple d'un établissement recevant du public conforme aux nouvelles normes pour l'accueil des personnes à mobilité réduite.

## Aider les acteurs économiques en difficulté

Plus que jamais, dans le cadre de la priorité à l'emploi, les services de l'Etat se sont attachés à aider les entreprises et salariés en difficulté et les salariés en reconversion. Les services de l'unité territoriale de le DIRECCTE ont instruit en 2014 le plan social faisant suite à la mise en liquidation judiciaire de la société SPIREL.

Début 2014, avec le soutien de la région Rhône-Alpes, l'intervention de la plate-forme de sécurisation des parcours professionnels a permis d'accompagner les salariés, de réaliser des bilans en vue de leur préparation à un reclassement externe. Parmi les 101 licenciés, sept mois après le licenciement, le bilan fait ressortir seize retours à l'emploi, 96 dossiers de formation pour un budget de plus de 160 000 euros.

Dans le même esprit, les services de l'Etat se sont investis dans la redynamisation du site de Camiva, à Saint-Alban Leysse. Moins de deux ans après l'annonce de l'entreprise de fermer le site industriel et le déploiement du contrat de revitalisation, les services de

l'Etat annoncent, le 18 décembre, en lien avec Chambéry métropole, l'implantation de nouvelles entreprises, annonçant le rebond du site.



Le 6 septembre 2014, Emmanuel Macron, ministre de l'Economie, s'est rendu sur le site de l'entreprise Trimet, de Saint-Jean de Maurienne, pour relancer une série d'électrolyse. Ce déplacement a marqué le symbole du soutien de l'Etat à l'industrie.

## Mettre en œuvre la solidarité par les contrats de ville

La loi du 21 février 2014 met en place une nouvelle méthode de définition des quartiers prioritaires. A ce titre, quatre quartiers ont été identifiés dans le département, deux à Chambéry, un à Aix, et un à Albertville. L'année 2014 et la première moitié de l'année 2015 auront été consacrés à la discussion sur le contenu des contrats dans une logique d'échange avec les collectivités locales et l'ensemble des partenaires. Ils seront signés dans l'été pour une mise en œuvre qui commencera à l'automne.

Ce soutien aux quartiers va dans le sens de ce qui a été établi en matière d'habitat. En 2014, 517 logements ont été financés en Savoie dont 216 par Chambéry métropole dans le cadre de la délégation aux aides à la pierre.

Ces 517 logements se répartissent en 354 PLUS, 147 PLAI, 15 PLS et Palulos communale.

2 189 000 euros ont été attribués aux bailleurs sociaux en aides directes, dont 1 354 000 euros par Chambéry métropole dans le cadre de la délégation aux aides à la pierre. En plus de ces subventions, l'État a consacré, en 2014, en aides indirectes aux logements locatifs sociaux 47 362 000 euros d'APL et 9 470 000 euros correspondant à la TVA à taux réduit.



Chambéry-le-Haut a été classé quartier prioritaire dans la nouvelle politique de la ville.

## **MAIS AUSSI**

### **En attendant le Service civique**

Alors que l'Etat déploiera de nombreuses actions en faveur du Service civique en 2015, l'Education nationale a décidé dès 2014 de s'appuyer sur ce dispositif pour offrir des expériences professionnelles à des jeunes.

Le service civique en alternance a effectivement été testé au lycée Paul-Héroult de Saint-Jean de Maurienne, en partenariat avec la DDCSPP. Sept jeunes ont ainsi pu intégrer une mission de Service civique tout en préparant le baccalauréat professionnel: soutien scolaire, surveillance au sein de l'établissement, etc.

## **REPERES**

**333** dossiers traités dans le cadre des CCAPEX (commissions de coordination des actions de prévention des expulsions).

## **Santé animale et protection des consommateurs**

### **48 contrôles d'élevages effectués**

Le service Protection et santé animales de la DDCSP s'est fortement mobilisé dans le domaine de la protection animale à travers deux axes liés aux contrôles d'élevage : la prévention et la lutte contre les maladies animales, et la protection des animaux, de l'environnement et des exigences des qualifications professionnelles.

**1602** établissements visités et 2158 contrôles et inspections réalisées par les 19 agents en charge de la sécurité alimentaire et de la protection des consommateurs de la DDCSPP.

**329** prélèvements réalisés dans le cadre des 85 plans de surveillance et de contrôle portant sur des denrées alimentaires animales ou d'origine animale.

**131** véhicules de transport d'animaux contrôlés lors de 7 opérations nocturnes coordonnées avec la gendarmerie.

# I Interlocuteurs

- Préfecture de la Savoie  
BP 1801  
73018 Chambéry Cedex  
04.79.75.50.00  
*[courrier@savoie.gouv.fr](mailto:courrier@savoie.gouv.fr)*

- Sous-préfecture d'Albertville  
86 Rue Jean Baptiste Mathias - BP 112  
73207 Albertville Cedex  
04.79.32.06.55  
*[sp-albertville@savoie.gouv.fr](mailto:sp-albertville@savoie.gouv.fr)*

- Sous-préfecture de Saint Jean de Maurienne  
Rue de la Sous-préfecture - BP 106  
73302 Saint-Jean de Maurienne Cedex  
04.79.64.07.00  
*[sp-st-jean-de-mne@savoie.gouv.fr](mailto:sp-st-jean-de-mne@savoie.gouv.fr)*

- Direction départementale  
de la sécurité publique  
Hôtel de Police  
585, avenue de la Boisse - BP 1153  
73011 Chambéry  
04.79.62.84.00  
*[ddsp.73@interieur.gouv.fr](mailto:ddsp.73@interieur.gouv.fr)*

- Direction départementale  
de la police aux frontières  
161, avenue du Comte Vert - BP 1026  
73010 Chambéry  
04.79.68.69.09

- Groupement départemental de la gendarmerie  
nationale  
28, rue de Sonnaz  
73000 Chambéry  
04.79.71.82.00  
*[celrens.gpt73@wanadoo.fr](mailto:celrens.gpt73@wanadoo.fr)*

- Direction départementale des territoires (DDT)  
L'Adret  
1, rue des Cévennes - B.P. 1106  
73011 Chambéry  
04.79.71.73.73  
*[ddt@savoie.gouv.fr](mailto:ddt@savoie.gouv.fr)*

- Direction départementale de la cohésion sociale  
et de la protection des populations (DDCSPP)  
321 chemin des Moulins - BP 91113  
73011 Chambéry  
04.79.33.15.18  
*[ddcspp@savoie.gouv.fr](mailto:ddcspp@savoie.gouv.fr)*

- Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement (DREAL)  
Unité territoriale de Savoie  
430, rue de la Belle Eau  
73000 CHAMBERY  
04.79.62.69.70  
*[ut7374.dreal-ra@developpementdurable.gouv.fr](mailto:ut7374.dreal-ra@developpementdurable.gouv.fr)*

- Direction académique des services de  
l'éducation nationale  
131, Avenue de Lyon  
73018 Chambéry  
04.79.69.16.36  
*[ce.ia73@ac-grenoble.fr](mailto:ce.ia73@ac-grenoble.fr)*

- Direction départementale des finances publiques  
5 rue Jean Girard-Madoux - BP 1145  
73011 Chambéry  
04.79.33.32.09  
*ddfip73@dgfi.p.finance.gouv.fr*
- Direction régionale des douanes  
et des droits indirects  
1, rue Waldeck-Rousseau - BP1154  
73011 Chambéry  
04.79.33.80.70  
*dr-chambery@douane.finance.gouv.fr*
- Agence régionale de santé  
Délégation territoriale de la Savoie  
Place François Mitterrand  
Carré Curial – B.P. 20759  
73007 Chambéry  
04.56.11.08.28  
*ars-dt73-delegue-territorial@ars.sante.fr*
- Pôle emploi Rhône-Alpes  
Direction territoriale de Savoie  
Savoie Technolac - Alouette 3  
24 avenue du lac Léman  
73377 Le Bourget du Lac  
39 49  
*pole-emploi.fr*
- Office National des Anciens Combattants  
et Victimes de Guerre  
8 place du Château  
73000 Chambéry  
04 79 33 66 54  
*sd73@onacv.gouv.fr*
- Service départemental d'incendie et de secours  
226, rue de la Perrodière  
73230 Saint-Alban-Leysse  
04.79.60.73.00  
*directeur@sdis73.fr*
- Direction régionale des affaires culturelles  
Service territorial de l'architecture et du patrimoine  
65, avenue de Lyon  
73000 Chambéry  
04.79.60.67.60  
*sdap.savoie@culture.gouv.fr*
- Direction régionale des entreprises, de la concurrence et de la consommation, du travail et de l'emploi  
Unité territoriale Savoie  
Carré Curial  
73018 Chambéry  
04.79.60.70.00  
*dd-73.direction@direccte.gouv.fr*



*Liberté • Égalité • Fraternité*  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA SAVOIE